

Le très hon. M. Diefenbaker: Je demande alors au ministre s'il y a quelque fondement à l'article de Knowlton Nash, qui a généralement très bonne réputation, selon lequel le gouvernement des États-Unis envisage sérieusement de restreindre les dépenses des touristes américains?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le chef de l'opposition sait qu'il ne peut pas demander à un ministre de commenter l'exactitude des nouvelles de journaux.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je pose alors simplement la question suivante. Le ministre peut-il affirmer qu'il n'a absolument pas communiqué avec le gouvernement des États-Unis à cet égard au cours de la semaine dernière?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je pensais avoir clairement indiqué que je n'avais eu aucun rapport avec les États-Unis à ce sujet. Le bruit de nouvelles restrictions a couru de temps en temps aux États-Unis. On ne nous en a pas informé officiellement; ainsi je ne peux pas accepter l'idée que le gouvernement des États-Unis y songe vraiment. Je ne peux pas lire la pensée des membres du gouvernement des États-Unis, ni celle du très honorable chef de l'opposition, mais je n'ai reçu aucune communication directe de ce genre.

Le très hon. M. Diefenbaker: Puis-je dire au ministre qu'il ne s'agit pas de lecture de la pensée, mais d'un gouvernement qui ne prend pas parti...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): J'aimerais poser une question complémentaire. Le ministre a parlé de bruit et de communication, et je me demande s'il pourrait expliquer quelle est la différence entre les deux.

L'hon. M. Sharp: Oui. Les journaux publient souvent des nouvelles qui ne représentent pas l'opinion officielle du gouvernement des États-Unis ni même du gouvernement du Canada. J'aimerais dire à mon très honorable ami que, sauf erreur, le gouvernement canadien n'a reçu aucune communication officielle à ce sujet. S'il en avait reçu, je peux assurer le très honorable représentant que le gouvernement aurait vivement protesté. Mais comme il n'y a eu aucune communication de ce genre, il serait, d'après moi, tout à fait prématuré pour le gouvernement du Canada

de crier sur les toits qu'il protestera avant que le gouvernement des États-Unis passe à l'action.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Une autre question supplémentaire. J'aimerais demander au ministre des Finances si les États-Unis ont indiqué de quelque façon qu'ils resserront les restrictions actuelles ou qu'ils recourront à des mesures supplémentaires. Je ne parle pas que de l'argent des touristes, mais de la sortie des devises américaines.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le gouvernement des États-Unis ne m'a nullement invité à étudier l'effet de quelque présumée mesure de sa part, ce qui seul me permettrait de répondre à la Chambre. Le représentant peut lire aussi bien que moi dans les journaux ce que pourrait faire le gouvernement des États-Unis. Je ne saurais répondre à ces questions, si ce n'est en redisant que le gouvernement des États-Unis n'a pas communiqué avec le gouvernement du Canada à cet égard.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—LES INITIATIVES DE PAIX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre pourrait-il nous dire si M. Chester Ronning, seul ou accompagné, ou toute autre personne, s'est rendue la semaine dernière ou la semaine précédente au Vietnam, ou y est actuellement, en vue de rechercher les moyens d'aider ce malheureux pays à entamer des négociations de paix par l'entremise de la Commission internationale pour la surveillance et le contrôle au Vietnam?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire c'est que M. Chester Ronning n'est pas en Asie. Il était ici la semaine dernière.

[Français]

LES INCENDIES

MONTRÉAL (P.Q.)—ENQUÊTE RELATIVE AUX INCENDIES DANS LE PORT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre des Transports, je poserai ma question au très honorable premier ministre.